

PROGRAMME OPÉRATIONNEL AU TITRE DE L'OBJECTIF "INVESTISSEMENT POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI"

CCI	2014FR16M0OP013
Intitulé	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Version	34.10
Première année	2014
Dernière année	2020
Éligible à compter du	1 janv. 2014
Éligible jusqu'au	31 déc. 2023
Usage de l'article 96, paragraphe 8, du RPDC	
Modification importante (nécessitant l'approbation de la CE - cf. art. 96 du RPDC)	✓
Approuvé par le comité de suivi	✓
Justification de la modification	Révision de la maquette financière FEDER et Correction de certaines valeurs du Cadre de Performance FEDER FSE : Modifications approuvées par le Comité de Suivi du 10 avril 2018
N° de la décision CE	C(2018)5884
Date de la décision CE	5-sept. 2018
Numéro de la décision de modification de l'État membre	
Date de la décision de modification de l'État membre	
Date d'entrée en vigueur de la décision de modification de l'État membre	
Régions NUTS couvertes par le programme opérationnel	FR82 - Provence-Alpes-Côte d'Azur

Priorité d'investissement	10iii - Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises
----------------------------------	---

Au titre de l'objectif spécifique l'OS 5E « Développer et promouvoir l'apprentissage, vecteur d'insertion professionnelle durable »

Il s'agit ici de soutenir des actions permettant de valoriser les métiers et l'apprentissage, de combattre l'image dévalorisée de l'apprentissage, de développer les voies d'accès à l'apprentissage et d'augmenter le nombre de contrats d'apprentissage dans les entreprises.

Exemples de type d'actions :

- Actions d'information et de communication : manifestations publiques, organisation de journée dédiée aux démonstrations des métiers de l'apprentissage afin de faire connaître l'intérêt de l'apprentissage et l'offre de formation du niveau V au niveau I,
- Création d'un réseau d'ambassadeurs et de prescripteurs de l'apprentissage en présentiel (intervention auprès de collégiens et de lycéens) ou en virtuel (au travers des réseaux sociaux notamment)
- Actions visant à développer les voies d'accès à l'apprentissage, notamment au travers du Dispositif d'Initiation aux Métiers de l'Alternance
- Actions favorisant le recrutement de développeurs de l'apprentissage dans le but d'identifier les besoins des entreprises et de trouver les apprentis y répondant.

Priorité d'investissement	10iii - Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main- d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises
----------------------------------	---

Groupe cible

Les actions seront ciblées ~~à la fois sur les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans et les jeunes à partir du collège et à la fois à destination des structures du service public régional de l'orientation et des organisations publiques et privées, en particulier les PME.~~

-

- sur :

- les personnes physiques répondant aux dispositions requises pour rentrer en apprentissage (notamment au chap II, titre II, livre II, partie 6 du code du travail)
- Toutes personnes souhaitant s'orienter ou se réorienter par la voie de l'apprentissage au travers de dispositifs de promotion et de préparation à l'apprentissage, notamment : collégiens, lycéens, demandeurs d'emploi inscrits ou non à Pôle Emploi, jeunes suivis par les missions locales, étudiants jeunes en décrochage scolaire, inactifs...
- les structures du SPRO et des organisations publiques et privées

Sur l'ensemble des types d'actions listées ci-dessus, les principaux types de bénéficiaires visés sont : Collectivités territoriales, services de l'Etat, établissements publics, organismes consulaires, organismes de formation, entreprises, associations, centre de formation pour apprentis et organismes gestionnaires de CFA...

Une attention particulière sera portée aux projets visant à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, la mixité des publics et la lutte contre les discriminations